

Point de Presse du Conseil d'Etat

18 septembre 2013

La version Internet fait foi

M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Modification de l'ordonnance fédérale sur l'assurance-maladie	4
Oui au blocage et à la restitution des valeurs patrimoniales d'origine illicite liées à des personnes politiquement exposées	4
Protection des personnes faisant l'objet de poursuites injustifiées : oui à une modification de la loi fédérale	5
Oui à une modification de la loi fédérale sur l'assistance administrative fiscale	5
Genève	7
Drame de la Pâquerette : décisions immédiates	7
Promotion de la santé, prévention et protection des enfants et des jeunes	7
Développement du secteur de la future gare CEVA des Eaux-Vives.....	8
Déclassement en vue de densifier un secteur de la Ville de Versoix	9
Création de zones diverses à Pregny-Chambésy.....	10
Construction de logements d'utilité publique : publication du rapport d'activité 2012	10
Politique cantonale du sport.....	10
Attributions du Fonds cantonal d'aide au sport.....	11
Aide financière au projet transfrontalier PACT dans le domaine du théâtre.....	11
Soutien au Grand Prix d'horlogerie de Genève 2013	12
Annulation de trois délibérations de la Ville de Genève	12
Dénominations entérinées sur le site du CERN.....	12
Rencontre avec la Geneva Trading & Shipping Association	13
Entrée en vigueur de lois	14
Agenda des invitations à la presse	15

Modification de l'ordonnance fédérale sur l'assurance-maladie

Le Conseil d'Etat a répondu à la consultation de l'Office fédéral de l'intérieur relative à la modification de l'ordonnance fédérale sur l'assurance-maladie (OAMal).

Les enseignants étrangers et les chercheurs qui séjournent en Suisse seront désormais assujettis à la loi fédérale sur l'assurance-maladie du 18 mars 1994 (LAMal). Ils disposeront de six mois pour faire les démarches appropriées auprès d'un assureur-maladie admis.

En ce qui concerne la participation aux coûts, cette modification mettra également sur un pied d'égalité les femmes qui connaissent des complications durant leur grossesse et celles dont la grossesse suit un cours normal. Fait exception l'interruption volontaire de grossesse, qui ne sera pas libérée de la participation aux coûts.

Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 26.

Oui au blocage et à la restitution des valeurs patrimoniales d'origine illicite liées à des personnes politiquement exposées

Le Conseil d'Etat de Genève s'est déclaré favorable à l'avant-projet de loi fédérale sur le blocage et la restitution des valeurs patrimoniales d'origine illicite liées à des personnes politiquement exposées, soumis en consultation par le Département fédéral des affaires étrangères. Ce projet reprend la pratique suisse actuelle et apporte deux nouveautés en matière de confiscation administrative et de communication avec l'Etat d'origine.

Afin d'obtenir une plus grande efficacité, le gouvernement propose toutefois de modifier le projet sur trois points, à savoir :

- étendre la notion de potentats à des politiciens de haut rang de niveau régional (gouverneurs de province, par exemple);
- permettre la confiscation dans l'hypothèse où l'Etat concerné n'a pas formulé de demande d'entraide et n'en formulera très vraisemblablement pas;
- élargir les conditions à remplir pour qu'il y ait présomption d'illicéité.

La question des avoirs de dictateurs porte sur le fait que des personnes politiquement exposées (chefs d'Etat et de gouvernement, ministres, etc.) ou leurs proches s'enrichissent illicitement en s'appropriant des valeurs

patrimoniales par des actes de corruption et autres crimes et les détournent vers les places financières internationales.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DS,
☎ 022 327 92 09.*

Protection des personnes faisant l'objet de poursuites injustifiées : oui à une modification de la loi fédérale

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation de la Commission des affaires juridiques du Conseil national concernant un projet de modification de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite. La modification proposée permet au poursuivi de demander à l'office qu'une poursuite ne soit pas rendue publique pour autant que, dans les six mois précédents, il n'ait pas fait l'objet de poursuite de la part de deux créanciers ou plus, d'une continuation de poursuite ou d'une saisie. Ce projet a pour but de donner la possibilité aux personnes qui font l'objet de poursuites engagées pour des créances contestées d'éviter une publicité préjudiciable.

Le Conseil d'Etat estime que si la révision répond à un réel problème, la solution proposée paraît difficile à mettre en œuvre par les offices car elle fait abstraction de la mobilité du débiteur, qui peut changer d'arrondissement de poursuite et rendre inefficace la mesure de contrôle. Elle introduit en outre un chevauchement délicat des compétences entre l'office des poursuites et le juge, alors que seule l'annulation des poursuites abusives relève de la compétence de l'office.

C'est pourquoi le gouvernement genevois préconise une solution plus simple consistant à permettre au débiteur, à l'échéance du délai de péremption du commandement de payer, de demander à l'office qu'il interpelle le poursuivant en lui impartissant un délai de dix jours pour démontrer qu'il a ouvert action auprès du juge, sans quoi la poursuite serait alors considérée comme radiée et ne pourrait plus être communiquée à des tiers.

*Pour toute information complémentaire : M. Philippe Dufey, secrétaire général adjoint, DF,
☎ 022 327 98 15.*

Oui à une modification de la loi fédérale sur l'assistance administrative fiscale

A l'issue d'une procédure de consultation accélérée ouverte le 14 août dernier par le Département fédéral des finances, le Conseil d'Etat s'est prononcé en faveur du projet de révision de la loi sur l'assistance administrative fiscale (LAAF). Il partage l'avis du Conseil fédéral selon lequel cette réforme est rendue nécessaire par l'évolution rapide des réalités internationales, en particulier l'exigence posée par les représentants du G20 que tous les Etats mettent rapidement en œuvre les recommandations du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales.

La révision prévoit, dans certains cas, une information différée des personnes faisant l'objet d'une demande d'assistance. Elle clarifie en outre la procédure relative aux demandes groupées et met à jour le traitement des requêtes fondées sur des données volées.

Le Conseil d'Etat considère que les modifications proposées assureront le passage de la Suisse dans la deuxième phase du processus d'examen par les pairs et renforceront sa position au cours des discussions portant sur l'efficacité de l'échange de renseignements. Cette révision réduira le risque que la Suisse se voie

attribuer la note la plus faible lors de l'appréciation globale et éloignera le spectre de sanctions dommageables à l'économie du pays.

Pour toute information complémentaire : M. Bertrand Lugon-Moulin, secrétaire général adjoint, DF,
☎ 022 327 98 21.

Drame de la Pâquerette : décisions immédiates

Le Conseil d'Etat adresse ses condoléances au conjoint et à la famille d'Adeline Morel. Le gouvernement salue le courage et l'engagement dont la défunte a toujours fait preuve dans son activité professionnelle et il s'associe au chagrin de ses proches.

Dans le prolongement des mesures prises vendredi dernier, notamment la suspension par le département de la sécurité de toutes les sorties des détenus en milieu fermé, le gouvernement a entériné l'attribution à M. Bernard Ziegler d'un mandat d'enquête concernant les tragiques événements de la semaine dernière. Le mandat portera également sur le processus de libération progressive du centre de psychothérapie de la Pâquerette. Le choix de la personnalité de M. Bernard Ziegler est lié à son expérience, ses connaissances étendues et sa capacité de maîtrise très rapide du dossier. Un premier rapport sera rendu le mercredi 9 octobre 2013.

Afin d'assurer le bon déroulement et la régularité des enquêtes pénale et interne, le Conseil d'Etat rappelle à tous les collaborateurs de l'Etat, particulièrement à ceux concernés directement et indirectement par ces enquêtes, leur devoir de confidentialité et de respect du secret de fonction leur interdisant notamment de s'exprimer sur cette affaire.

Le Conseil d'Etat a décidé de transférer, immédiatement et provisoirement, le centre de psychothérapie de la Pâquerette – actuellement administré par les Hôpitaux universitaires genevois –, sous la juridiction exclusive du département de la sécurité, au sein de l'office cantonal de la détention. Cette décision a été prise pour garantir la sécurité de la population et des collaborateurs, ainsi que la pérennité des actions psychothérapeutiques dans la perspective de la réinsertion des détenus.

Le gouvernement a aussi décidé que la responsabilité hiérarchique du prochain établissement pénitentiaire Curabilis incomberait à un seul département. Doté de 92 places de détention, son ouverture est prévue au printemps 2014.

Pour toute information complémentaire : M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat, en contactant Mme Teresa Skibinska, secrétaire générale adjointe, DIP, ☎ 079 503 77 99.

Promotion de la santé, prévention et protection des enfants et des jeunes

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi sur la promotion, la prévention et la protection des enfants et des jeunes. L'actuelle loi, qui régit principalement l'organisation des services intervenant dans le domaine de l'enfance et date de 1958, est devenue obsolète.

Le projet de loi permet d'une part de l'inscrire dans la nouvelle présentation du budget de l'Etat par politique publique, programmes et prestations. Ce projet de loi cadre recouvre, en effet, le programme A03, intitulé « intégration, suivi éducatif et soutien aux parents ».

D'autre part, il permet de l'adapter aux réalités nouvelles de la société. Aujourd'hui, les combinaisons relationnelles des familles se sont démultipliées. Les familles sont souvent multiculturelles et présentent une grande mixité sociale et éducative. La coexistence d'une grande variété de modèles éducatifs, ainsi que la réduction des disponibilités parentales modifient profondément la parentalité. La fracture numérique et l'isolement de certains jeunes et moins jeunes dans le virtuel constituent des paramètres contemporains à prendre en compte. L'ensemble de ces réalités, parmi d'autres, génère de nouveaux besoins et nécessite des interventions ciblées. Il est par conséquent indispensable que les prestations de l'Etat en faveur de l'enfance et de la jeunesse soient revues, précisées et circonscrites dans une nouvelle loi adaptée à son époque.

Ce projet vise à offrir une nouvelle lisibilité des prestations qui sont déclinées dans les domaines majeurs que sont :

- la promotion de la santé auprès des enfants et des jeunes ;
- la prévention visant à réduire les facteurs de mise en danger des enfants et des jeunes ;
- la protection des enfants en danger dans leur développement ;
- les soins médico-pédagogiques et dentaires ;
- le soutien à la parentalité ;
- l'autorisation et la surveillance des lieux d'accueil des enfants et des jeunes.

Ce projet a fait l'objet d'une large consultation externe et interne, en particulier avec le département des affaires extérieures, de l'économie et de la santé, dans le but de déterminer et de clarifier le périmètre de compétences des uns et des autres, notamment concernant la promotion de la santé auprès des enfants et des jeunes.

Le Conseil d'Etat est convaincu qu'au regard de l'évolution de la société, de l'évolution législative nationale et supranationale, et surtout des lacunes de la loi actuellement en vigueur, ce projet de loi répond à un urgent besoin de clarification et de lisibilité des prestations tout en rendant l'Etat plus efficient à l'égard des enfants, des jeunes et de leur familles.

*Pour tout complément d'information : M. Stéphane Montfort, directeur en charge des affaires juridiques, DIP,
☎ 022 388 55 87.*

Développement du secteur de la future gare CEVA des Eaux-Vives

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Genève – section Eaux-Vives, le long du chemin Frank-Thomas, à l'avenue Rosemont. Le périmètre concerné, d'une superficie de 26'500 m², est constitué de 33 parcelles affectées à ce jour à la zone industrielle et artisanale. Il est prévu de les déclasser en zone de développement 2 (quartiers édifiés sur le territoire des anciennes fortifications et quartiers nettement urbains qui leur sont contigus), afin de faciliter le développement de ce secteur situé à proximité de la future gare CEVA des Eaux-Vives.

En effet, ce périmètre doit permettre de renforcer le rôle central que doit tenir la future gare CEVA, qui accueillera dans son proche voisinage des logements, des activités, des équipements et espaces publics de qualité.

Le projet est conforme au plan directeur cantonal actuellement en vigueur, qui envisage des déclassements ponctuels de la zone industrielle (fiche 2.09 du schéma directeur cantonal « Zones industrielles et artisanales »). Il est également en phase avec le projet de plan directeur cantonal Genève 2030, soumis actuellement à l'examen du Grand Conseil, qui préconise des opérations de renouvellement urbain par la

reconversion de sites industriels centraux ainsi qu'une densification forte autour des gares CEVA (fiche A01 « Intensifier le renouvellement urbain »).

Ce déclassement répond également aux attentes du plan directeur communal de la Ville de Genève (PDCom), qui favorise la densification des secteurs proches du centre dans le respect des principes du développement durable. La planification communale soutient aussi une centralité urbaine forte autour de la future gare des Eaux-Vives. Plus précisément, le PDCom préconise pour le secteur de Rosemont un développement mixte avec une prédominance pour les activités.

L'enquête publique a donné lieu à huit lettres d'observation. Le Conseil municipal de la Ville de Genève a préavisé favorablement le présent projet de loi en date du 5 juin 2013.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 80.

Déclassement en vue de densifier un secteur de la Ville de Versoix



Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Versoix, entre la route de Suisse, le chemin des Gravières et le chemin Huber-Saladin.

Ce projet envisage la création d'une zone de développement 4A (zone urbaine) et d'une zone de développement 4A protégée sur 31 parcelles d'une superficie totale d'environ 16'000 m², situées aujourd'hui en 5^e zone (villas).

Le projet de loi entend rendre possible la densification de ce secteur situé dans un centre périphérique urbain, tout en préservant le caractère patrimonial de l'ensemble, notamment la proximité du lac et la présence de cours et de jardins qui attestent du caractère de faubourg du lieu.

Les objectifs poursuivis sont de créer des logements en mixité avec des activités et de mettre en conformité l'axe urbain structurant de la route de Suisse en cohérence avec les zones riveraines existantes (zone de développement 4A déjà bâtie).

Le projet est conforme au plan directeur cantonal en vigueur et répond en particulier à l'objectif de « densification de la 5^e zone par modification du régime des zones » (fiche 2.03 du schéma directeur cantonal). Rappelons aussi que la commune de Versoix est considérée comme l'un des « centres périphériques », en vertu de la fiche 2.05 du schéma directeur cantonal, autour desquels doit s'opérer un développement dense.

Quant à l'aménagement de la route de Suisse, prévu par la fiche 2.08 du schéma directeur cantonal relatif aux voies urbaines structurantes, il doit permettre une valorisation de la traversée de Versoix et une mixité adéquate.

Ce projet de loi est également conforme au plan directeur communal, qui prévoit sur ce périmètre une densification modérée avec une mixité entre activités et logements.

L'enquête publique a donné lieu à une lettre d'observation. En date du 24 juin 2013, le Conseil municipal de la commune de Versoix a émis un préavis favorable au présent projet de loi modifiant les limites de zones.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 80.

Création de zones diverses à Pregny-Chambésy



Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Pregny-Chambésy.

Ce projet, à l'initiative de la commune, concerne plusieurs parcelles situées dans le périmètre de la Foretaille, de l'Ecole de Valérie, du centre sportif des Châtaigniers, du village de Chambésy-Dessous, ainsi que le périmètre jouxtant la mairie à Pregny-Village.

Il permettra la création d'une zone 4B (zone rurale) protégée, d'une zone 4B de développement destinée à des activités sans nuisances, d'une zone 4B de développement destinée en partie à des équipements publics, de diverses zones des bois et forêts, d'une zone sportive et d'une zone de verdure.

Ces modifications de zones doivent mettre en conformité l'ensemble de ces secteurs avec l'utilisation réelle des terrains. Elles créent également deux zones de développement 4B destinées respectivement à des activités sans nuisance au nord du bois de Foretaille et à des équipements publics dans le périmètre jouxtant la mairie à Pregny-Village.

L'enquête publique ouverte du 10 janvier au 10 février 2012 n'a suscité aucune observation. Le Conseil municipal de la commune de Pregny-Chambésy a préavisé favorablement ce projet en date du 8 mai 2012.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme DU, ☎ 022 546 73 13.

Construction de logements d'utilité publique : publication du rapport d'activité 2012

Le Conseil d'Etat a adopté le rapport annuel 2012 sur la mise en œuvre de la loi pour la construction de logements d'utilité publique (LUP). Ce document donne des indications détaillées sur l'évolution du parc de logements LUP et sur les acquisitions foncières de l'Etat en vue de construire ce type de logements.

Le rapport est consultable sur le [site de l'office du logement du département de l'urbanisme](#).

Pour toute information complémentaire : M. Vinh Dao, direction des opérations foncières, office du logement, DU, ☎ 022 546 65 05.

Politique cantonale du sport

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi cantonale sur le sport et un concept cantonal du sport. La mise à jour de la politique cantonale du sport s'inscrit dans la révision générale des lois cantonales en vigueur, la loi genevoise sur l'encouragement aux sports datant de 1984 et l'ensemble des cantons romands ayant récemment révisé leur loi sur le sport (Fribourg 2010, Jura 2010, Vaud 2012, Valais 2013, Neuchâtel 2013) en lien avec l'entrée en vigueur, le 1^{er} octobre 2012, de la nouvelle loi fédérale sur l'encouragement du sport et de l'activité physique.

La nouvelle politique cantonale précise et structure l'action du canton dans le domaine du sport selon sept axes : le sport à l'école, le sport associatif, le sport pour tous, la promotion de la relève, le sport d'élite, les

infrastructures et les manifestations sportives. Trois domaines transversaux viennent compléter le concept : le sport handicap, l'éthique, la santé et la sécurité, ainsi que la gouvernance.

Cette politique est le résultat d'un dialogue permanent, engagé dès 2010, avec les communes et les organisations sportives, dans l'élaboration d'une politique cantonale du sport et dans la mise en œuvre d'actions concrètes afin de réaliser les engagements pris par le Conseil d'Etat dans son programme de législature. Au niveau de l'élaboration de la politique cantonale du sport, le Conseil d'Etat s'est fondé notamment sur des échanges réguliers avec les milieux politiques et sportifs, en particulier lors du Forum cantonal du sport, organisé en 2011, 2012 et 2013 avec la Ville de Genève et l'Association des communes genevoises.

Une large consultation, menée en mars et avril 2013, a permis à 69 institutions, en plus des 45 communes qui ont répondu collectivement à travers l'Association des communes genevoises, d'exprimer leurs points de vue. Au-delà du taux élevé de satisfaction exprimé par les contributeurs (90% pour l'avant-projet de loi et 85% pour le concept), plusieurs demandes d'amendements ont été intégrées dans la version finale du projet de loi.

*Pour toute information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur du service cantonal du sport,
☎ 078 817 16 13.*

Attributions du Fonds cantonal d'aide au sport

En vertu du règlement sur l'aide au sport et sur la base de la proposition de la Commission cantonale d'aide au sport, pour la part du bénéfice de la Loterie romande revenant au canton de Genève et destinée au soutien au sport genevois, le Conseil d'Etat a décidé de la répartition annuelle des attributions du Fonds cantonal d'aide au sport.

Cette deuxième partie de la répartition annuelle concerne un total de 3,057 millions de francs, après déduction des frais administratifs, du soutien cantonal au Tour de Romandie et des aides immédiates accordées en cours d'année, qui sont attribués aux bénéficiaires dans les domaines sport associatif, de la relève, du sport d'élite pour les sports individuels et des infrastructures sportives.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur cantonal du sport, DIP, ☎ 022 327 94 94.

Aide financière au projet transfrontalier PACT dans le domaine du théâtre

Le Conseil d'Etat a octroyé un montant total de 60'000 francs, réparti sur 2013 et 2014, pour le projet PACT du programme Interreg IV A France Suisse dans le domaine du théâtre, dont Saint-Gervais Genève Le Théâtre, est le porteur pour la Suisse.

Cette aide est destinée à la collaboration entre Saint-Gervais Genève Le Théâtre et Bonlieu Scène nationale d'Annecy, afin de renforcer les échanges transfrontaliers au bénéfice des publics genevois et français. Chacun des deux partenaires s'engage à faciliter la circulation des créations et des publics.

L'octroi de cette aide exceptionnelle répond aux objectifs de la politique culturelle de l'Etat, qui, selon la loi cantonale sur la culture, du 16 mai 2013, « encourage la participation financière des personnes physiques et des organismes privés comme des collectivités publiques de l'agglomération. »

*Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP,
☎ 022 546 66 70.*

Soutien au Grand Prix d'horlogerie de Genève 2013

Le Conseil d'Etat a renouvelé son soutien financier au Grand Prix d'horlogerie de Genève (GPHG), à hauteur de 50'000 francs.

Lors de la 13^e édition, qui se déroulera le 15 novembre 2013, un jury pluridisciplinaire et international saluera l'excellence des productions horlogères présentées en compétition officielle dans le cadre de dix catégories différentes. Le palmarès s'est vu étoffé pour l'occasion de deux nouveaux prix : le Prix de la révélation horlogère, qui récompensera la réalisation d'une jeune marque, et le Prix « Revival », qui saluera la meilleure réinterprétation contemporaine d'un modèle iconique.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Charles Magnin, directeur général, direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 50.

Annulation de trois délibérations de la Ville de Genève

Le Conseil d'Etat a annulé deux délibérations du Conseil municipal de la Ville de Genève, modifiant les articles 5 et 90 du règlement du Conseil municipal. La première visait à octroyer au Conseil municipal la compétence de décider de son lieu de réunion, alors que celle-ci relève de la compétence du Conseil administratif, en sa qualité d'administrateur et de conservateur des biens communaux. La seconde modification concernait la version des objets examinés par le plénum en premier débat : elle indiquait que le texte des objets à analyser devait être la version telle qu'amendée en commission. Or il s'agissait d'une compétence nouvelle octroyée aux commissions du municipal, un acte impossible en l'état du droit.

Enfin, le Conseil d'Etat a annulé partiellement le règlement municipal sur le contrôle interne, l'audit interne et la révision des comptes annuels du 26 juin 2012. Deux dispositions annulées octroyaient des compétences nouvelles aux commissions du Conseil municipal, la troisième rendait obligatoire la vérification des comptes de la Ville de Genève par la Cour des comptes une fois par législature, des décisions non conformes au droit supérieur.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 40.

Dénominations entérinées sur le site du CERN



Le Conseil d'Etat a pris acte de la dénomination des nombreuses routes et accès que comprend le site du CERN, qui portent le nom de scientifiques mondialement reconnus. Cette décision permet de compléter la base de données officielle du SITG des dénominations, assurant une géolocalisation directe de ces rues et d'optimiser les interventions d'urgence (sécurité, secours, police).

Ces dénominations sont les suivantes : square Edoardo-Amaldi, chemin Auger, route Babbage, route Bakker, route Balmer, route Becquerel, route Bell, route Bloch, route Bohr, route Cavendish, route Crookes, route Marie-Curie, route Coulomb, route Democrite, route Einstein, route Faraday, route Gauss, route Goward, route Greinacher, route Hertz, route Joliot-Curie, square Lagarrigue, route Lawrence, route Maxwell, route

Newton, allée Paul, route Pauli, route Röntgen, route Rutherford, route Salam, route Scherrer, square Van-Hove, route Veksler, route Volta, route Weisskopf, route Wu et route Yukawa.

Ces dénominations ont été au préalable préavisées favorablement par la commission cantonale de nomenclature.

*Pour toute information complémentaire : M. Laurent Niggeler, service de la mensuration officielle, DIME,
☎ 022 546 72 01.*

Rencontre avec la Geneva Trading & Shipping Association

Le Conseil d'Etat et la Geneva Trading & Shipping Association (GTSA) ont tenu un déjeuner de travail lors duquel des questions liées à la politique économique du canton, aux réformes fiscales ainsi qu'à la formation et la recherche ont été évoquées.

La GTSA est une association de droit suisse à but non lucratif créée en 2006 par des entreprises et des banques actives dans le négoce international.

Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :


Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi du 26.04.2013, modifiant la loi sur les cimetières (LCim) (K 1 65)	Conseil d'Etat	1 ^{er} octobre 2013

Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
19 septembre 10h00	Présentation du projet de budget 2014 de l'Etat de Genève	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Nicolas Merckling (CHA) ☎ 022 327 90 80
20 septembre 11h00	Etendue des violences domestiques à Genève : premier bilan exhaustif et perspectives	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville 1204 Genève	DS DF	Laurent Forestier (DS) ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67
21 septembre de 9h à 10h	« Trions mieux, jetons moins ! » 7000 Sakatri distribués en un mois	Stand au marché aux puces de la plaine de Plainpalais	DIME	Grégoire Pralong ☎ 076 376 73 79
24 septembre 10h30	Développement économique : un nouveau règlement et un concept novateur pour jeter les bases des zones industrielles du futur	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville 1204 Genève	DARES	Elisabeth Tripod-Fatio ☎ 022 388 34 34
24 septembre 14h	Les communes genevoises se mobilisent en faveur de l'environnement	Mairie de Vernier 9, rue du Village 1214 Vernier	DIME ASDD	Rémi Merle ☎ 079 345 71 79
26 septembre 10h	Label « 1+ pour tous »	(sera fixé ultérieurement)	DSE	Florence Forget ☎ 022 388 24 37
26 septembre 11h00	Coup de projecteur sur les mini-chantiers	Jardin du bâtiment Picto 30 av. Ernest Pictet (côté av. De-Luserna)	DIME	Jean-Marc Mitterer ☎ 022 546 76 10
15 octobre 14h00	Pose de la première pierre de l'étape 3.3. de la Maternité et conférence de presse sur les projets immobiliers des HUG	HUG (lieu exact à définir)	DU DARES	Nicole Bovard ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72 Marie de Coulon ☎ 022 546 88 14

29 octobre 9h30	Amiante, PCB et plomb dans la construction : « Pour des travaux sans danger, faisons circuler l'information ! »	Pavillon SICLI, Acacias	DIME	Célia Rütsche  022 546 76 00
--------------------	---	-------------------------	------	--